

n'en a pas moins gardé un souvenir reconnaissant aux hommes de 1848, à Kossuth notamment. Un incident relatif à ce grand patriote amena en 1890 la chute du cabinet Tisza. Il s'agissait des moyens de conserver à l'exilé la qualité de citoyen hongrois. M. Tisza fut remplacé par M. Szapary qui se retira lui-même devant M. Wekerlé en 1892. Les funérailles de Kossuth (mars 1894) donnèrent lieu à des manifestations grandioses assez embarrassantes pour le gouvernement de François-Joseph. La question du mariage civil, introduite par le ministère Wekerlé et votée par les chambres après des débats passionnés souleva dans le pays une agitation considérable.

Les griefs des nationalités non magyares étaient loin d'avoir reçu satisfaction ; le régime électoral était organisé, pratiqué de telle sorte qu'elles n'avaient pas au parlement, sauf les Croates qui ont un statut spécial, une représentation. Les Roumains de Transylvanie réclamèrent avec une énergie particulière contre la situation qui leur était faite : un procès politique jugé à Kolosvar, en 1894, aboutit à des condamnations très dures et eut dans toute l'Europe latine et particulièrement en Roumanie un douloureux retentissement. On commença à parler d'une Roumanie irredenta comme les Italiens d'une Istrie irredenta.

Le 2 décembre 1888, l'empereur François-Joseph vit célébrer le quarantième anniversaire de son avènement. La joie que les divers peuples de l'Empire ont fait paraître à cette occasion fut assombrie peu de temps après par la mort tragique du prince héritier Rodolphe, dont les hautes qualités autorisaient les plus belles espérances (30 janvier 1889). Mais le principe monarchique resta intact, et personne ni en Autriche, ni en Hongrie, ne songeait à le contester. L'héritier de la couronne devint l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche Este, neveu de l'empereur.

En 1893, le cabinet de conciliation du comte Taaffe dut démissionner et fut remplacé par le ministère Wendischgratz qui s'appuyait sur la coalition des Allemands et des Polonais. La Bohême n'eut pas à se louer de ce nouveau cabinet et persista dans son opposition.